

Nous ne nous trouvons pas dans la même situation que l'Australie. Le canal de Suez n'a pour nous aucune importance et nous ne demandons pas à l'Angleterre de se quereller avec la France ou l'Allemagne à notre sujet. . . . Pourquoi gaspillerions-nous de l'argent et des vies dans cette misérable entreprise?

Un peu plus loin dans la même lettre il dit ceci:

En outre, l'aide réciproque qui doit être accordée par les colonies et l'Angleterre devrait faire l'objet d'un traité conclu librement et une fois pour toutes. Les offres faites de temps à autre par nos colonels, soucieux d'émotions et de notoriété, ont suscité des espoirs déraisonnables en Angleterre, et jusqu'ici ces offres sont malheureuses.

On pourrait dire, certes, que la chose n'avait pas une bien grande importance; les principes n'en sont pas moins des principes, qu'ils soient appliqués à de graves ou de petites questions. Sir John A. Macdonald fut un grand Canadien et c'est lui qui a dit:

Sujet britannique je suis né et sujet britannique je mourrai.

Je rappelle cette parole dans l'unique but de la consigner au compte rendu. Je saute maintenant quinze ans et j'arrive à l'époque de sir Charles Tupper, un autre leader du parti conservateur. Je n'ai pu mettre la main sur ses propres paroles, mais, alors qu'il assistait à une séance de la Chambre des communes, en 1900, en qualité de chef de l'opposition, sir Wilfrid Laurier rappela ce qu'il avait exprimé, comme l'indique le hansard de ce jour-là, dans la colonne 62 du premier volume. Sir Wilfrid Laurier dit, au sujet de sir Charles Tupper, ce qui suit:

Il a répété cette après-midi les paroles que j'ai prononcées en Angleterre, il y a deux ans, alors que j'ai dit que le Canada était une nation parfaitement indépendante; que le lien qui nous unissait à l'Empire ne pesait pas une plume et que nous étions aussi indépendants aujourd'hui sous la suzeraineté de l'Angleterre, que nous le serions si nous étions absolument indépendants. Et j'ai ajouté que si l'Angleterre, en aucun temps, se trouvait engagée dans une lutte à mort, au moment même où le clairon sonnerait et où, sur les collines, on allumerait les signaux d'alarme, les colonies voleraient au secours de la mère patrie. Quand je parlais ainsi, je n'exprimais pas seulement mon opinion personnelle ou celle de mon honorable ami, mais j'exprimais le sentiment de tous les Canadiens. Il ne saurait exister deux opinions sur ce sujet.

D'un autre côté, si tous les Canadiens déclarent qu'ils sont prêts à mettre nos trésors, notre sang, nos ressources du Canada au service de l'Angleterre, si elle se trouve engagée dans un combat à mort, il y a un nombre de Canadiens qui ne sont pas prêts à prendre part aux guerres secondaires de l'Angleterre, à contribuer à la défense de l'empire, dans aucune partie de cet empire. Parmi ceux qui entretiennent cette manière de voir, un nombre de ceux qui ont déclaré à maintes reprises qu'il ne serait pas convenable pour le Canada de prendre part aux guerres secondaires de l'Angleterre

[L'hon. M. Manion.]

ni de contribuer à la défense de l'empire en général, l'un des plus éminents, sinon le plus éminent, c'est mon honorable ami le chef de l'opposition.

C'est-à-dire sir Charles Tupper.

Il a parlé plus d'une fois sur ce sujet; il a écrit aussi sur cette question. Il n'a pas voulu attendre que cette question fut soulevée pour la discuter; il a pris la peine d'écrire dans la presse et les plus grands magazines afin de préparer l'opinion publique et de montrer quelle serait la véritable position du Canada sous ce rapport.

Je saute encore une autre période de quatre ans et j'arrive à la Grande Guerre et à l'attitude du Canada lors de la déclaration de la guerre.

Le très hon. M. LAPOINTE: Ces paroles ont-elles été prononcées lors du débat sur la guerre de l'Afrique du Sud?

L'hon. M. MANION: Je regrette de ne pouvoir renseigner mon très honorable ami sur l'heure. La guerre de l'Afrique-Sud avait commencé en 1899, n'est-ce pas? et c'était en 1900, je pense.

Quelle était l'attitude du Canada quand la Grande Guerre a éclaté ou quand elle est devenue imminente? Le 1er août 1914, trois jours avant que la Grande-Bretagne déclare la guerre, le gouverneur général suppléant a adressé le message suivant au secrétaire d'Etat pour les colonies. Il parlait, cela va de soi, au nom du premier ministre d'alors, sir Robert Borden, de sorte que c'est en réalité l'opinion de sir Robert Borden. Le gouverneur général suppléant a dit:

Tout en exprimant très sincèrement leur espoir en une solution pacifique des difficultés internationales présentes et leur ferme désir de collaborer par tous les moyens possibles à la réalisation de cette fin, mes conseillers me prient de communiquer au gouvernement de Sa Majesté la ferme assurance que dans l'éventualité malheureuse de la guerre, le peuple canadien sera uni dans la résolution commune de faire tous les efforts et tous les sacrifices nécessaires pour assurer l'intégrité et défendre l'honneur de notre empire.

Trois jours plus tard, le 4 août, juste avant la déclaration de la guerre, sir Wilfrid Laurier a fait une déclaration, la première qu'il ait faite, à ma connaissance. Il a dit:

Nous espérons tous que les efforts tentés par sir Edward Grey amèneront les pays du continent à rétablir la paix, et nous prions pour qu'il en soit ainsi. J'avoue que les perspectives sont fort incertaines. Il est probable et presque certain que l'Angleterre devra participer au conflit, non seulement pour la protection de ses intérêts, mais aussi pour la protection de la France et de la haute civilisation dont ces deux pays sont l'expression. La politique du parti libéral dans des circonstances aussi pénibles est aujourd'hui bien connue. J'ai souvent déclaré que si la mère patrie se trouvait jamais en péril, ou que si un danger surgissait, le Canada l'aiderait dans la mesure de ses forces. A cause de la tournure critique de la situation, j'ai décommandé toutes mes